

SIMAVELEC

SYNDICAT DES INDUSTRIES DE MATERIELS AUDIOVISUELS ELECTRONIQUES

Paris, le 13 février 2007

INFORMATION PRESSE

Le CLRA (Copyright Levies Reform Alliance) a adressé le 12 février une lettre à M. Barroso, Président de la Commission Européenne (copie jointe), suite à sa décision de remettre sine die la réforme prévue par la Commission Européenne des systèmes de prélèvements de redevances au titre des droits d'auteurs au sein de l'Union Européenne.

Contacts presse :

Daniel Karam – EICTA – Tél. 32 2 609 5315 ou 32 473 645 387

Marc MacGann – EICTA – Tél. 32 2 609 5310



Copyright Levies Reform
Alliance

le 12 février 2007

José Manuel Barroso
Président de la Commission Européenne
Rue de la Loi 200
B1049 Bruxelles

M. Le Président,

Nous nous permettons de nous adresser à vous afin d'exprimer notre inquiétude et notre profonde déception face à votre décision de remettre sine die la réforme prévue par la Commission Européenne des systèmes de prélèvements de redevances au titre des droits d'auteur au sein de l'Union. Comme nous l'avons dit à de multiples reprises, lors de réunions directes ainsi que par le biais de nos représentants à Bruxelles, il est impératif que la Commission agisse afin d'établir la transparence et l'efficacité en ce qui concerne la fixation des montants, la collection et la redistribution des prélèvements à travers l'UE. Les industries des technologies de l'information, de communication, de l'électronique grand public et des médias numériques européennes souffrent d'un environnement économique imprévisible – cela au sein d'un marché supposé unique – et de demandes toujours croissantes de payer des redevances injustifiées et excessives.

Nos sociétés et nos représentants ont coopéré étroitement avec la Commission depuis l'adoption de la Directive sur les droits d'auteur en 2001, et nous collaborons de manière intensive avec votre collègue Charlie McCreevy, Commissaire européen au marché intérieur et aux services, depuis l'annonce par la Commission en octobre 2005 de sa conclusion qu'une réforme était urgente.

A plusieurs occasions, vos collègues et vous-même avez confirmé que la Commission allait en effet prendre des mesures contre l'incertitude juridique qui pèse sur les industries technologiques, et cela par des propos clairs et sans ambiguïté de la part :

- de votre Chef de Cabinet : "La réforme des systèmes de prélèvements au titre de la copie privée qui s'appliquent aux supports et aux équipements dans certains états membres est inscrite au Programme de travail de la Commission pour l'année 2006... J'ai confiance que la Commission pourra proposer une initiative de réforme qui prenne en compte les intérêts de toutes les parties prenantes."¹
- du Commissaire Ján Figel' : "...la Commission aura émis son projet de politique vers la fin de [2006].... [cela] devrait conduire à l'adoption – en principe en décembre 2006 – d'une Recommandation de la Commission proposant des mesures dans le domaine des prélèvements au titre de la copie privée, visant à une transparence et à une clarté juridique plus grandes..."²
- et dans le programme en 10 points de la Commission visant à favoriser l'innovation en tant que ressort principal de l'économie de l'UE, annoncé en septembre 2006. La réforme des prélèvements pour droits d'auteur y était présentée explicitement comme étant parmi les dix facteurs clés de l'amélioration de la compétitivité européenne.³

Le 14 novembre 2006, vous avez fait part au Parlement européen de l'intention de la Commission de mener à bien cette action avant la fin de l'année 2006: "Il nous reste encore beaucoup à faire avant la fin de l'année...et nous avons encore des propositions importantes à adopter dans des domaines tels que...les prélèvements au titre des droits d'auteur".

¹Lettre de João Vale de Almeida à Mark MacGann, Directeur Général, EICTA et porteparole de la CLRA, 30 novembre, 2006
²Lettre de Ján Figel' à Mark MacGann, 18 juillet 2006
³IP/06/1181, 13 septembre 2006

Ces propos répétés faisant état de la prise en compte des soucis des professionnels et de votre intention d'agir en ce sens ne s'accordent pas avec le résultat apparent : la Recommandation concernant la réforme des prélèvements a été différée, malgré le fait que les problèmes reconnus persistent.

Ainsi avons nous été consternés à la lecture de la consigne donnée aux médias par votre porte-parole, selon laquelle nos inquiétudes étaient à prendre "...avec un grain de sel"⁴ ; nous ne pouvons qu'espérer que cette formule ne représente pas votre point de vue sur la question, ni celui de la Commission.

Tout le poids des démonstrations faites devant la Commission à l'issue de consultations étendues auprès des parties concernées ne fait qu'appuyer la nécessité d'une action urgente de la part de la Commission sur cette question. Nous vous demandons donc formellement par la présente de nous accorder une réunion⁵ pour que vous nous communiquiez la suite que vous envisagez donner, ou bien pour éclaircir les motifs de l'inaction de la Commission.

Nous respectons et nous soutenons le travail de votre Commission, et nous avons démontré, dans de nombreux domaines de la politique européenne, notre engagement vis-à-vis de la stratégie emploi et croissance. Toutefois, la confiance de nos industries se trouve ébranlée par le retrait des réformes proposées, et nous comptons sur vous pour mener personnellement cette réforme à son aboutissement. Comme nous l'avons toujours fait, et avec nos collègues réunis dans le CLRA, nous réitérons notre volonté de travailler de concert avec vous afin de trouver une solution équilibrée et raisonnable pour toutes les parties prenantes.

Nous vous prions, M. Le Président, d'agréer l'expression de nos sentiments les plus dévoués.

[Signée]
Gerard Kleisterlee
PDG, Royal Philips Electronics

[Signée]
Olli-Pekka Kallasvuo
PDG, Nokia

[Signée]
Ryoji Chubachi
PDG, Président de l'activité électronique, Sony Corp

[Signée]
Mark Hurd
PDG, Hewlett-Packard

[Signée]
Michael Dell
PDG, Dell Inc.

[Signée]
Craig Barrett
Président du Conseil d'administration, Intel Corporation

[Signée]
Fumio Ohtsubo
Président, Matsushita Electronic Industrial Company, Ltd.

[Signée]
Miles Flint
Président, Sony Ericsson Mobile Communications

[Signée]
Frank Russomanno
PDG par Intérim, Imation

[Signée]
Rudy Provoost
PDG, Philips Consumer Electronics et Président d'EICTA

La Copyright Levies Reform Alliance comprend les associations suivantes : European Information and Communications Technology and Consumer Electronics Industry Association (EICTA), Business Software Alliance (BSA), European Digital Media Association (EDiMA), European American Business Council (EABC), European Semiconductor Industry Association (ESIA), Recordingmedia Industry Association of Europe (RIAE).

⁴Johannes Laitenberger, porte-parole de la Commission européenne, conférence de presse de la Commission du 14 décembre 2006 (Reuters) Mark MacGann, Directeur Général, EICTA et porte-parole de la Copyright Levies Reform Alliance (CLRA) sert de correspondant central auprès de la Commission européenne pour ce qui concerne cette initiative).

CC: Günter Verheugen, Vice President, Commissioner for Enterprise and Industry Charlie McCreevy, Commissioner for Internal Market and Services Viviane Reding, Commissioner for Information Society and Media Jacques Barrot, Vice President, Commissioner for Transport Margot Wallström, Vice President, Commissioner for Institutional Relations and Communications Strategy Ján Figel', Commissioner for Education, Training, Culture and Multilingualism Meglena Kuneva, Commissioner for Consumer Protection Joaquin Almunia, Commissioner for Economic and Monetary Affairs Janez Potočnik, Commissioner for Science and Research Neelie Kroes, Commissioner for Competition Rt Hon. Peter Mandelson, Commissioner for Trade Catherine Day, Secretary General, European Commission Mark MacGann, Director General, EICTA